

SERVICES FISCAUX ■ La CGT Finances Publiques lance un cri d'alarme

« On est au bord de l'implosion »

Une baisse des effectifs des agents conjuguée à une paupérisation de la population laisse craindre le pire à la CGT Finances Publiques.



SECRÉTAIRE. Cyril Déret se montre très pessimiste si une réforme en profondeur de la fiscalité n'est pas engagée.

Philippe Bonin
philippe.bonin@centrefrance.com

« Les services sont au bord de l'implosion alors qu'ils sont de plus en plus sollicités. Demain, la situation risque d'être catastrophique. »

Confronté à une baisse de ses effectifs depuis plus de dix ans, le syndicat CGT Finances Publiques lance un véritable cri d'alarme. Selon lui, la révision générale des politiques publiques a conduit les Impôts et le Trésor au bord de l'asphyxie.

En douze ans, au nom de la rationalisation des moyens, les effectifs ont chuté de 30 %, la Creuse ne comptant plus 273 agents, tandis que le nombre de trésorerie passait de 28 à 21. « Et pourtant, le réseau comptable joue un rôle primordial dans la vie des collectivités loca-

les. Leur suppression impacte la vie quotidienne des différents acteurs », précise Cyril Déret, co-secrétaire de la CGT Finances Publiques.

Face à ces multiples restructurations, les agents des services, « de plus en plus assistants sociaux » dixit le syndicat, éprouvent aujourd'hui d'autant plus de difficultés qu'ils sont de plus en plus sollicités face à la paupérisation d'une population toujours plus touchée par la

crise. Lors de la campagne d'impôts de mai 2001, les trésoreries ont reçu 2.670 personnes contre 1.864 en 2010, 6.158 dans les services des impôts aux particuliers. « L'informatique s'est certes développée mais cela ne fait pas tout », prend soin de préciser Cyril Déret.

Explosion des recours gracieux

En Creuse où 60 % des foyers sont exonérés d'impôts, les trois quarts des foyers imposables qui se présentent aux guichets sont en difficulté. « Le nombre de demande de délais de paiement et de recours gracieux est en forte progression », constate Cyril Déret. Sur Guéret, le nombre de recours gracieux serait ainsi passé de 1.201 à 1.442, soit une augmentation de 20 %.

Effet direct, les délais de traitement au détriment des usagers, y compris de ceux non imposables qui attendent très souvent des attestations leur permettant de toucher des prestations sociales. D'après la

CGT, la non-revalorisation des barèmes d'imposition, l'obligation pour les bénéficiaires du RSA de s'acquitter de la taxe foncière et l'éventualité d'une retenue à la source devrait encore ajouter aux difficultés ambiantes, à l'heure où certains foyers demandent des délais de paiement pour... 10 €. « De plus en plus d'entre eux paient en numéraires car ils sont privés de carte bleue ou de chèquiers », explique la CGT qui attend désormais une refonte en profondeur de la fiscalité « vers un impôt mieux réparti, plus juste et l'arrêt des suppressions d'emplois ». ■

MALAISE

Selon une enquête menée par l'agence régionale d'amélioration des conditions de travail dans les services locaux de la direction des finances publiques, 72 % des agents trouveraient leur travail stressant, 70 % jugeraient la polyvalence excessive.